

pour beaucoup les artisans de la puissance américaine, et qui réclament dans la vie nationale une place proportionnée à leur nombre et à leur puissance économique. Smith est un « self-made man » ; bon orateur, il mène une vigoureuse campagne de discours que la radio diffuse aux quatre coins du continent et auxquels son concurrent, Hoover, oppose, faute de mieux, un silence qu'il voudrait laisser croire dédaigneux...

**

Autour de quels principes, de quelles idées, de quelles revendications se déroule la lutte ?

Il est à peine besoin de dire que chacun des deux concurrents, le Républicain et le Démocrate, se réclame des grands principes de la Constitution, tout comme nos pseudo-démocrates se réclament des principes de 1789 ! Mais il suffit de remarquer que le 15^e Amendement de la Constitution Américaine stipule qu'aucune distinction ne peut être faite entre les citoyens en raison de leur race et de leur couleur... et de constater d'autre part qu'aucun de ces deux candidats n'ose faire la moindre allusion à la situation scandaleuse des noirs, pour réaliser ce que vaut *en fait* leur prétendu attachement aux fameux principes. Bien mieux : aucun des deux candidats n'ose demander ouvertement les voix de ceux d'entre les nègres qui, dans le Nord, à New-York, Chicago ou Philadelphie, par exemple, participent aux élections, cela de peur de s'aliéner les blancs des Etats du Sud, chez lesquels le préjugé esclavagiste est si enraciné encore qu'il leur suffirait de savoir que les noirs votent pour un candidat pour reporter leurs voix sur le concurrent...

Quelles sont les questions les plus controversées ? D'abord la prohibition.

Hoover tient ferme pour l'état de choses actuel, pour le régime sec *de principe* (car, en fait, jamais l'Amérique n'a été aussi « humide », jamais l'alcoolisme n'a fait en aucun pays autant de ravages), Hoover est pour le respect et le maintien absolu du 18^e Amendement de la Constitution — le Volstead Act — qui a institué le régime sec. Cela lui vaut le soutien de toute la partie puritaine de la population qui veut s'efforcer malgré l'évidence de croire à la vertu du 18^e Amendement, et en particulier de la population agricole du Nord-Est ; cela lui vaut surtout le soutien de la puissante « Anti-Saloon League » (ligue contre le cabaret).

Smith, lui, est un « humide » convaincu et, dit-on... pratiquant. Toutefois, il ne se déclare pas pour la liberté du commerce de l'alcool, mais pour une modification d'un état de choses manifestement inopérant, dans le sens de l'autorisation des boissons d'un faible titre d'alcool. Smith a la partie belle pour dénoncer l'hypocrisie de l'actuelle prohibition et les maux terribles qu'elle engendre : non seulement l'alcoolisme progresse, mais les contrebandiers de l'alcool, les *bootleggers*, profitent de l'état de

choses, souvent avec la complicité d'une police corrompue, pour vendre une marchandise atrocement frelatée et échafauder de scandaleuses fortunes sur la vente de liqueurs empoisonnées (1).

Smith est contre la prohibition, Hoover est pour : c'est ainsi que la masse, en dépit des précautions, des artifices de langage et des restrictions, a défini la position des protagonistes. Smith exprime en cela le sentiment des grandes villes, presque toutes foncièrement hostiles à la prohibition, plus particulièrement encore, il exprime l'esprit tolérant de New-York — la Babylone moderne pour beaucoup d'Américains des provinces.

Mais si la prohibition occupe les esprits, si elle est le sujet quotidien de toutes les conversations, il est douteux qu'elle constitue le facteur déterminant de l'élection. En général, les votes n'en seront, semble-t-il, que faiblement influencés : certains « humides » voteront tout de même pour Hoover et certains « secs » pour Smith, car il en est des deux sortes dans les deux Partis et il est certain que l'allégeance au Parti l'emportera sur la conviction relative au régime des boissons alcooliques.

Alors, quel sera le facteur déterminant de l'élection ?

**

N'oublions pas que Hoover est secrétaire d'Etat — ministre — du cabinet Coolidge, et que depuis huit ans, depuis Wilson, l'administration « républicaine » n'a pas cessé d'être au pouvoir. Par la force des choses, Hoover, candidat des républicains, se trouve donc institué l'avocat d'office de l'administration républicaine.

Et de se targuer, naturellement, des bienfaits de cette administration qui a amené dans le pays une période de prospérité. Puissance, rendement, prospérité, voilà le leit-motiv de Hoover... Pensez donc qu'avec le perfectionnement de l'équipement mécanique du pays et la rationalisation de ses méthodes de travail, le travailleur américain produit chaque jour presque autant que 4 travailleurs anglais ou que 40 travailleurs chinois. Pensez que le revenu de la nation a augmenté de 1921 à 1926 de près de 50 %, passant de 62 à 90 milliards de dollars. Voilà, n'est-il pas vrai, bien des raisons pour l'ouvrier américain, qui produit toute cette richesse au profit de la bourgeoisie américaine, d'être fier de l'Administration républicaine qui lui permet d'escamoter quelquefois quelques miettes du repas !

Mais Hoover ne fait pas de ces distinctions. Il ne mentionne pas la part de chaque classe, il ne voit que la « nation », ce pseudonyme de la bourgeoisie. Aussi ne parle-t-il que de prospérité. Et il

(1) Le dimanche 7 octobre 1928, dans la seule ville de New-York, 34 personnes sont mortes pour avoir bu de cet alcool de contrebande. Chaque dimanche amène une nouvelle liste funèbre de gens intoxiqués par de terribles composés chimiques vendus en fraude sous divers noms de liqueurs.

faut reconnaître que la part de la bourgeoisie américaine est assez belle, si l'on songe que son seul revenu égale la fortune entière de l'Angleterre, jadis leader des pays capitalistes. Cette prospérité de la « nation » ne s'exprime-t-elle pas avant tout dans le formidable « boom » du marché des valeurs, où en moins de sept ans (25 août 1921-14 mai 1928) l'ensemble de la cote a monté de plus de 300 % (2) — ce qui vaut à cette période historique du marché d'avoir été baptisée du nom de Coolidge par les financiers reconnaissants.

Smith, ici encore, intervient avec les arguments de l'Opposition et il prend l'offensive. Lui aussi, naturellement, est pour la « prospérité », il se garde bien d'en révéler le mensonge, mais il souhaite seulement, sans préciser, qu'elle soit plus généralement répartie, qu'une plus large opportunité de devenir riche soit donnée à chacun. Cette position doit lui valoir la faveur des faubourgs ouvriers où la conscience de classe est encore en sommeil et qui croient encore à la démocratie, de ceux qui espèrent une participation au profit capitaliste.

**

Il y a cependant une partie de la population qui est nettement mécontente de la part qui lui est faite dans le revenu national, qui a conscience d'être désavantagée : ce sont les fermiers, en particulier les fermiers du middle-west (moyen ouest). Pour eux, comme pour tous les agriculteurs du monde, depuis la guerre, se pose avec acuité le problème des ciseaux : l'écart subsiste entre les prix des produits agricoles, restés pratiquement au niveau d'avant-guerre et celui des produits industriels qui ont augmenté dans une proportion qui varie de 50 à 100 %. Il faut produire aujourd'hui plus de blé, plus de maïs, pour acheter chacun des produits fabriqués nécessaires à l'existence. De là, le mécontentement des fermiers depuis plusieurs années, de là, une agitation qui avait son centre dans le Wisconsin et qui avait abouti à la constitution d'un Parti des Fermiers autour du sénateur La Follette. Aujourd'hui, le Parti des fermiers n'a pas la vitalité nécessaire pour présenter un candidat, comme il l'avait fait en 1924, mais la question agraire n'a rien perdu de son acuité. On réclame un remède à chacun des deux candidats.

— Le remède, dit Hoover, c'est le tarif protectionniste, qui permettra à l'agriculture de ne pas craindre la concurrence étrangère.

(2) Il convient de noter que le marché financier a été continuellement, dans les derniers temps, « doublé » par des communiqués de Coolidge et de Mellon, ce qui a eu pour résultat d'opérer une hausse vertigineuse des valeurs depuis 1926, alors que dans le même temps la situation économique du pays marquait une dépression. Voir à ce sujet un intéressant article dans l'*Atlantic Monthly* de septembre 1928.

Mais le tarif est en application, il ne donne aucun résultat... Et pour cause : il protège également — surtout — l'industrie et permet de maintenir, par conséquent, les hauts prix des produits manufacturés.

Pour la première fois, le Parti Démocrate, libre-échangiste de principe, s'est rallié à l'idée du tarif, mais Smith se rend compte que ce n'est pas suffisant, que le problème des ciseaux reste posé ; il faut apporter autre chose. Smith l'apporte : « Dès que je serai élu président, dit-il en substance, je m'engage à créer une commission pour étudier le problème ». Et ses partisans d'applaudir... Voilà, n'est-il pas vrai, la panacée universelle de la Démocratie !

Les deux candidats doivent aussi affronter la question de l'immigration.

Depuis la guerre, le gouvernement a presque fermé les écluses. L'immigration qui amenait auparavant aux Etats-Unis un afflux annuel de plusieurs centaines de mille hommes est virtuellement arrêtée. L'Administration américaine — et Hoover — prétendent que cette mesure a été adoptée pour protéger les ouvriers américains, pour empêcher l'avilissement de leur salaire par la concurrence d'une main-d'œuvre étrangère à bon marché. Sur ce terrain, Smith est bien en peine d'arguments : lui aussi, naturellement, veut protéger les salaires nationaux et, s'il est partisan d'une réglementation moins restrictive, il n'ose pas le dire publiquement. Comment se montrerait-il ici plus libéral, plus « avancé » que l'*American Federation of Labor* qui, elle, accepte la thèse du gouvernement ? Comment pourrait-il, lui, l'homme d'un grand Parti réactionnaire, dénoncer le mensonge d'une politique de l'immigration uniquement destinée à préserver le sol national des ferments de la guerre de classes ? L'Administration Républicaine n'ignorait pas que, de l'Europe torturée d'après-guerre, de l'Europe bouleversée par la guerre impérialiste et la guerre civile, viendraient avec les émigrés — souvent les plus hardis, les plus entreprenants et les plus malheureux de leur pays — les germes de l'esprit de classe qu'elle veut étouffer à tout prix : c'est là le sens réel des mesures de restriction de l'immigration sur lesquelles s'accordent officiellement les deux candidats des deux grands partis bourgeois.

Mais s'il ne peut guère rivaliser de démagogie sur le terrain de l'immigration, Smith se rattrape sur la question à l'ordre du jour de l'énergie hydraulique. Smith accuse — à juste titre — le gouvernement « républicain », de laisser accaparer les ressources naturelles du pays, et, en particulier, la houille blanche, par les grands trusts financiers. Lui, Smith, voudrait — c'est ce qu'il dit tout au moins — que les ressources naturelles du pays profitent à tous les citoyens ; mais c'est là un vœu tout